



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
et de l'appui territorial**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTÉ n° IC-20-059 modifiant les prescriptions techniques annexées  
à l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mai 1998 et  
actualisant le tableau de classement des installations**

**Société AIR FRANCE INDUSTRIES à ROISSY-EN-FRANCE**

Le préfet du Val-d'Oise

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment son article L. 181-45 ;

**Vu** le décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d)";

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;

**Vu** l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 22 juin 1989 de la société AIR FRANCE INDUSTRIES ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mai 1998 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2007 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 2010 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2013 ;

**Vu** le récépissé de déclaration du 17 mars 2015 délivré à la société AIR FRANCE INDUSTRIES relatif à l'usine « HELIOS » ;

**Vu** le dossier du 14 janvier 2016, complété en dernier lieu le 12 septembre 2018, portant mise à jour de l'étude d'impact et de l'étude de dangers de la société AIR FRANCE INDUSTRIES ;

**Vu** le courrier du 14 janvier 2016, complété en dernier lieu le 23 novembre 2018 par lesquels la société AIR FRANCE INDUSTRIES sollicite cinq demandes distinctes concernant son site ;

**Vu** le courrier du 18 mars 2016 par lequel la société AIR FRANCE INDUSTRIES demande une dérogation aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940, concernant l'usine « HELIOS » (bâtiment 4702) ;

**Vu** le courrier du 6 septembre 2016 par lequel la société AIR FRANCE INDUSTRIES demande, pour l'usine « HELIOS » un déclassement au titre de la rubrique 4802 désormais 1185 ;

**Vu** le porter à connaissance du 29 juin 2018 concernant l'emploi et le stockage d'hexafluorure de soufre ;

**Vu** le porter à connaissance du 12 septembre 2018 relatif au stockage d'oxygène ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 donnant délégation de signature à M. Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

**Vu** le courriel du 19 octobre 2019 par lequel la société AIR FRANCE INDUSTRIES transmet à l'inspection des installations classées un porter à connaissance concernant l'installation de deux cabines de ponçage au sein de l'usine « HELIOS » (bâtiment 4702) ;

**Vu** le rapport du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France – unité départementale du Val-d'Oise du 21 janvier 2020 ;

**Vu** la lettre préfectorale du 3 août 2020 adressant le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires à l'exploitant et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

**Considérant** que ce délai s'est écoulé sans observation de la part de la société AIR FRANCE INDUSTRIES ;

**Considérant** que les modifications sollicitées par la société AIR FRANCE INDUSTRIES, par courrier du 14 janvier 2016, sus visé, concernent :

- l'actualisation du classement du site au regard des rubriques installations classées pour la protection de l'environnement suite à l'évolution des activités ;
- la proposition de modification des valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques des bancs d'essais moteurs ;
- la modification de la fréquence de suivi pour le personnel pour les formations feux réels ;
- la mise en application d'une méthodologie de mesure permettant d'évaluer les émissions de COV lors des dégazages de réservoirs d'avions ;
- la modification des fréquences et des paramètres de suivi dans le cadre de l'autosurveillance des eaux industrielles et usées ;

**Considérant** que la demande d'actualisation du classement du site porte sur les rubriques suivantes :

- 2930 : modification de la surface globale autorisée pour les ateliers au titre de la rubrique 2930 en reclassant les bâtiments 4500, 4408 et 4414 ;
- 2931 : ajout à la rubrique 2931 les caractéristiques du nouveau banc d'essais moteurs installé au sein du bâtiment 4408 dont la poussée est de 185 kN ;

- 2563 : création de la rubrique 2563 relative aux activités de nettoyage-dégraissage, créée par le décret n°2013-1205 du 14 décembre 2013 sus-visé, pour un volume total de 17 500 litres correspondant au régime de l'enregistrement. Les volumes ne sont plus comptabilisés sous la rubrique 2565 ;
- 2565 : chaîne de traitement démantelée et remplacée par une station de lavage dégraissage – 3 cuves mobiles de 190 litres conservées pour un volume total de 570 litres ; rubrique qui passe du régime de l'autorisation à la déclaration ;
- 2910 : retrait des motopompes du réseau d'incendie du bâtiment 4601 du calcul de la puissance thermique nominale de l'ensemble des installations de combustion, qui sont destinées à distribuer l'eau de protection incendie sur le site ;
- 2925 : ajout à la rubrique 2925 des caractéristiques des nouveaux ateliers dans les bâtiments 4203, 4400, 4501 et 4701, ce qui porte la puissance maximale de courant continu à 819,4 kW ;
- 4725 : le dossier de « porter à connaissance » du 12 septembre 2018, sus cité, concerne la modification des conditions d'approvisionnement du site en oxygène par la mise en place d'une installation de stockage et de vaporisation d'oxygène liquide (cuve de 7500 litres) – les capacités de stockage en oxygène passe de 0,9 t à 10,34 t – le régime de cette activité évolue vers de la déclaration ;
- 4734 : les rubriques 1432 et 1433 (liquides inflammables) sont annulées et remplacées par les rubriques 4000 en application du décret n° 2014-185 sus visé ;
- 1185 : le porter à connaissance du 29 juin 2018 sus cité concerne l'emploi et le stockage d'hexafluorure de soufre dont la capacité de stockage sera de 173 kg – le régime de cette activité pour la rubrique 1185 est la déclaration ;
- 4110 : augmentation des capacités de stockage du produit mastic PS 870 B 1/2 Part A de 10 à 12 kg ;

**Considérant** que les valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques issus des bancs d'essais moteurs sont modifiées et fixées dans les prescriptions générales annexées à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 sus cité ;

**Considérant** que la société AIR FRANCE INDUSTRIES demande la modification de la fréquence de suivi pour le personnel pour les formations feux réels ; que la fréquence actuelle de participation pour le personnel à une formation sur feu réel fixée à deux ans est inadaptée ; que la société AIR FRANCE INDUSTRIES souhaite bénéficier d'un exercice réalisé sur feux réels à l'arrivée du personnel et d'un recyclage en e-learning tous les quatre ans ; qu'ainsi les dispositions prévues à l'article 6 du chapitre V du titre 3 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 13 mai 1998, sus visé, sont modifiées ;

**Considérant** que la société AIR FRANCE INDUSTRIES demande la modification de l'article 7.2 du chapitre II du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 1998, sus cité et propose d'instaurer une évaluation annuelle des émissions de composés organiques volatils non méthanique (COVNM) lors des opérations de dégazage des réservoirs d'avions ; que cette évaluation est basée sur une extrapolation des résultats d'analyse du réservoir le plus pénalisant i.e le réservoir du B777 ; qu'ainsi il est proposé de retenir la valeur limite issue de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, sus visé, i.e 110 mg/Nm<sup>3</sup> si le flux horaire est supérieur à 2 kg/h, conformément au 7° de l'article 27 de l'arrêté du 2 février 1998 :

**Considérant** que la société AIR FRANCE INDUSTRIES demande la modification des fréquences et des paramètres de suivi dans le cadre d'une autosurveillance des eaux industrielles et usées ; qu'en application de l'arrêté du 13 mai 1998, sus cité, la société AIR FRANCE INDUSTRIES doit effectuer des analyses en continu de ses rejets aqueux pour les émissaires RU09, 4710, RU95 et 4509 ; que la

société propose la suppression des mesures de surveillance des substances « Chrome total, Cadmium et Cyanures », une périodicité d'analyse annuelle ou trimestrielle pour les substances telles que les Fluorures, les Hydrocarbures, le Zinc, le Nickel et le Phosphore, d'harmoniser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral pour les rendre cohérentes vis-à-vis de la localisation des différents points de rejets et de supprimer le point de rejet RU95 qui concerne les eaux domestiques ;

**Considérant** que l'étude de danger, sus visée, précise les modalités de confinement des eaux d'extinction d'incendie et des eaux usées en cas de sinistre ;

**Considérant** que l'article 2.4 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 sus visé, prévoit la mise en place de portes pare flammes de degré une demi-heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant la fermeture automatique ; que la société AIR FRANCE INDUSTRIE demande, par courrier du 18 mars 2016 sus visée, une dérogation à cette prescription concernant la porte sectionnelle du local peinture de l'usine « HELIOS » (bâtiment 4702) soumise à déclaration au titre de la rubrique 2940 ; que l'étude de simulation d'incendie (FLUMILOG) réalisée fait ressortir l'absence de flux thermique significatif au niveau de la porte sectionnelle ;

**Considérant** que la société AIR FRANCE INDUSTRIES, par courrier du 6 septembre 2016 sus-cité, demande un déclassement de l'usine « HELIOS » au titre de la rubrique 4802, désormais 1185 ;

**Considérant** que la société AIR FRANCE INDUSTRIES, par courriel du 19 septembre 2019 sus visé, demande l'installation de deux cabines de ponçage (M6 et M7) au sein de l'usine HELIOS (bâtiment 4702) dédiées au traitement de la partie abradable des Fan Stator Module ; que la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation passe de 44 kW à 74 kW ; que le régime de cette activité pour la rubrique 2575 reste celui de la déclaration ;

**Considérant** que les modifications sollicitées par la société AIR FRANCE INDUSTRIES ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'a pas été requis, selon les dispositions des articles R.181-45 et R.515-52 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient par conséquent de modifier les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mai 1998 et de procéder à l'actualisation du classement des installations classées de la société AIR FRANCE INDUSTRIES;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRÊTE

**Article 1:** Le classement des installations exploitées par la société AIR FRANCE INDUSTRIES sur le territoire de la commune de ROISSY-EN-FRANCE – Route de l'Arpenteur, est actualisé comme suit :

Rubriques	AS, A,E, D,N C	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2930	A	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie	La surface d'atelier étant :	supérieur à 5 000 m²	4200 : 20000m2 (H2) 4400 : 42000m2 (H1) 4420 : 12600m2 (H3) 4440 : 12600m2 (H4) 4501 : 4500m2 4420 : 19340m2 (H6) <b>Surface globale d'ateliers de 111 040 m²</b>

Rubriques	AS, A,E, D,N C	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2931	A	Moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc)	Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est :	supérieure à 150 kW ou lorsque la poussée dépasse 1,5 kN	Bât 4408 : Poussée BER= 185 kN Bât 4414 : Poussée BER= 570 kN
2563	E	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage dégraissage associées à du traitement de surface.	La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant :	Supérieure à 7500 L	Bat 4500 : -3 bains actifs : 3* 4400 L Bat 4600 : -Machine à laver les trains : 1000L -Machine à laver les jantes de trains : 500L -Machine à laver les roulements de jantes : 500L -Machine à laver les boulons : 600L -Machine à laver les grandes jantes : 1700L  <b>Volume globale de produits mis en oeuvre : 17500 L</b>
2910	DC	Installations de combustion consommant du fioul	La puissance thermique nominale étant :	supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW.	Bat 4400 : 362,4 kW (Fixe extérieur coté piste) Bat 4225 : 549,1 kW Bat 4601 : 395,3 kW (Mobile) Bat 4601 : 439,2 kW (Mobile) Bat 4601 : 219,6 kW (Mobile) Bat 4601 : 1200 kW (Fixe) Bat 4601 : 395,3 kW (Mobile) Bat 4601 : 549,1 kW (Fixe extérieur) Bat 4701 : 1500 kW (Fixe extérieur) Bat 4702 : 1440 kW (Fixe)  <b>Total = 7 MW</b>
2565	DC	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563  Lorsque le procédé utilise des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanure et à l'exclusion de la vibre-abrasion), inférieur à 1500 L	Le volume de cuve étant :	Inférieure à 1500 L	Bat 4500 : 3 cuves mobiles de 190 L conservées (bains d'aldoline, d'Oakite et d'Ardrox)  <b>Volume total : 570 L</b>
4725	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	Bat 4206 : 8,5 t Bat 4440 : 0,918 t AWACS Bat 4710 : 0,918 t Bat 4701 : 11 L <b>Total sur site = 10,34 t</b>
4734	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :	Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	Cuves enterrées de kérosène, gasoil, FOD -Bat 4403-4408 : 2*80 m3 de kérosène double peau + dtf1 -Bât 4414 : 2 x 80 m3 de kérosène double peau + dtf1 -Bât 4601 : 2x30 m3 de FOD double peau + dtf -Bat 4502 : 30m3 déchets hydrocarburés -Bat 4701 : 15m3 de gazole double peau + dtf1 -Bât 4702 : 20m3 de FOD double peau + dtf Volume de gazole ou assimilé = 445 m3 Soit  <b>Quantité de gazole= 523,53t (r=850kg/m³)</b>

Rubriques	AS, A,E, D,N C	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1185	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).	Équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg	La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Bat 4202 : 10,7 kg Bat 4203 : 149,7 kg Bat 4204 : 6,8 kg Bat 4206 : 14 kg Bat 4400 : 22 kg Bat 4407 : 23,8 kg Bat 4408 : 8,6 kg Bat 4410 : 9 kg Bat 4420 : 10 kg Bat 4440 : 97,6 kg Bat 4500 : 27,1 kg Bat 4501 : 6,3 kg Bat 4503 : 70 kg Bat 4504 : 34 kg Bat 4701 : 920,6 kg Bat 4704 : 28 kg Bat 4702 : 225 kg  <b>Total sur site =1662,6 kg</b>
			Cas de l'hexafluorure de soufre :	la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement	Bâtiment 4502 : 50kg Bâtiment 4440 : 100kg  <b>Total sur site : 150kg</b>
2925	D	Atelier de charge d'accumulateurs	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant	supérieur à 50 kW	Bat 4200 : 9,8 kW Bat 4201 : 21,2 kW Bat 4203 : 50,0 kW Bat 4204 : 2,8 kW Bat 4220 : 3,4 kW Bat 4225 : 27,6 kW Bat 4400 : 97,7 kW Bat 4410 : 46,8 kW Bat 4414 : 2,7 kW Bat 4420 : 8,3 kW Bat 4440 : 25,2 kW Bat 4500 : 9,3 kW Bat 4501 : 90,4 kW Bat 4502 : 7,4 kW Bat 4600 : 25,5 kW Bat 4601 : 8,3 kW Bat 4701 : 383 kW Bat 4702 : 32,5 kW  <b>Total sur site : 851,9 kW</b>

Rubriques	AS, A,E, D,N C	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2575	D	Emploi de matières abrasives	La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant	supérieure à 20 kW	Bâtiment 4702 : 74 kW
2940	DC	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...), si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est	érieure à 10 kilogrammes/jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/jour	Bâtiment 4702 : 14 kg/jour
2663	NC	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :	inférieure ou égal à 1000 m³	Bat 4220 : 10 m3 Bat 4501 : 10 m3 Bat 4600 : 380 m3 Bat 4600 : 165 m3 (*) <b>Total = 555 m3 (&lt;1000m3)</b>
4110	NC	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.	Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Inférieure à 50 kg	Bâtiment 4201 : 0,15 Kg Bâtiment 4225 : 7,4 Kg Bâtiment 4400 : 3,8 Kg Bâtiment 4440 : 4,1 Kg <b>Volume global de produits mis en œuvre : 15,45 Kg</b>
4120	NC	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition	Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Inférieur à 5 tonnes	Quantité maximale présente sur l'ensemble du site : 100 kg
4422	NC	Peroxydes organiques type E ou type F	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Inférieur à 500 kg	Quantité maximale présente sur l'ensemble du site : 230 kg
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'avion compris) : gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourds ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement	Pour les autres stockages , la quantité stockée est :	Inférieur à 50 tonnes	Cuves aériennes d'essence, gasoil, FOD ; Bât 4514 : 20 m3 de fioul et 5m3 essence cuve aérienne double peau + dtf Bat 4225 (H6) : 1,5 m3 de FOD double peau Bât 4414 : 0,4m3 d'alcool iso propylique Bât 4601 : 0,34m3 fioul Volume de gazole ou assimilé = 21,84m3 Volume d'essence ou assimilé = 5,4m3 Soit : Quantité de gazole =18,6t (r=850kg/m3) Quantité d'essence =4t (r=750kg/m3) <b>Quantité totale = 22,6t</b>
2560	NC	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.	La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :	Inférieure à 150 kW	Bat 4200 : 2,2 kW Bat 4400 1,4 kW Bat 4407 0,6 kW Bat 4500 : 50,7 kW Bat 4501 : 57,1 kW Bat 4600 : 0,6 kW Soit 112,6 kW

A (autorisation) ou S (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (enregistrement) ou D (déclaration) ou DC (déclaration et contrôle) ou NC (non classé).  
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

**Article 2 :** La Société AIR FRANCE INDUSTRIES, est tenue, pour l'exploitation de son établissement situé sur la zone aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle à ROISSY-EN-FRANCE, de se conformer aux prescriptions complémentaires annexées au présent arrêté.



**Article 3 :** En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté et des prescriptions spéciales annexées, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de ROISSY-EN-FRANCE et peut y être consultée,

- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de ROISSY-EN-FRANCE pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,

- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale d'un mois.

**Article 5 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95 027 – Cergy-Pontoise Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

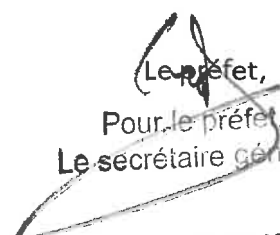
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France et le maire de ROISSY-EN-FRANCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy-Pontoise, le **07 SEP. 2020**

  
Le préfet,  
Pour le préfet,  
Le secrétaire général  
**Maurice BARATE**



Société AIR FRANCE INDUSTRIES

à

ROISSY-EN-FRANCE

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES  
COMPLÉMENTAIRES ANNEXÉES  
A L'ARRÊTÉ N°IC-20-059  
DU 7 SEPTEMBRE 2020

---

**TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

**CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

**ARTICLE 1.1.1 EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société AIR FRANCE, dont le siège social est situé Route de l'Arpenteur 95704 ROISSY EN FRANCE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de ROISSY EN FRANCE (95704) sur la zone aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle, les installations détaillées dans les articles suivants.

**ARTICLE 1.1.2 MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS**

A compter de son entrée en vigueur, les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs suivants :

- l'arrêté préfectoral en date du 13 mai 1998 susvisé,
- l'arrêté préfectoral n° 2007/003 daté du 5 janvier 2007 susvisé,
- l'arrêté préfectoral n° 10086 daté du 23 décembre 2010 susvisé.

**ARTICLE 1.1.3 INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS**

### **ARTICLE 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

rubrique	AS,A,E D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
930	A	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.	La surface d'atelier étant :	supérieur à 5 000 m <sup>2</sup>	4200 : 20000m <sup>2</sup> (H2) 4400 : 42000m <sup>2</sup> (H1) 4420 : 12600m <sup>2</sup> (H3) 4440 : 12600m <sup>2</sup> (H4) 4501 : 4500m <sup>2</sup> 4420 : 19340m <sup>2</sup> (H6)  <b>Surface globale d'ateliers de 111 040 m<sup>2</sup></b>
931	A	Moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc)	Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est :	supérieure à 150 kW ou lorsque la poussée dépasse 1,5 kN	Bât 4408 : Poussée BER= 185 kN Bât 4414 : Poussée BER= 570 kN
563	E	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage dégraissage associées à du traitement de surface.	La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant :	Supérieure à 7500 L	Bat 4500 : -3 bains actifs : 3* 4400 L Bat 4600 : -Machine à laver les trains : 1000 -Machine à laver les jantes de tra : 500L -Machine à laver les roulements c jantes : 500L -Machine à laver les boulons : 60 -Machine à laver les grandes jant : 1700L  <b>Volume globale de produits m en oeuvre : 17500 L</b>
910	DC	Installations de combustion consommant du fioul	La puissance thermique nominale étant :	supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW.	Bat 4400 : 362,4 kW (Fixe extérieure coté piste) Bat 4225 : 549,1 kW Bat 4601 : 395,3 kW (Mobile) Bat 4601 : 439,2 kW (Mobile) Bat 4601 : 219,6 kW (Mobile) Bat 4601 : 1200 kW (Fixe) Bat 4601 : 395,3 kW (Mobile) Bat 4601 : 549,1 kW (Fixe extérieure) Bat 4701 : 1500 kW (Fixe extérieure) Bat 4702 : 1440 kW (Fixe)  <b>Total = 7 MW</b>
565	DC	Revêtement métallique ou traitement- (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563  Lorsque le procédé utilise des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanure et à l'exclusion de la vibro-abrasion), inférieur à 1500 L	Le volume de cuve étant :	Inférieure à 1500 L	Bat 4500 : 3 cuves mobiles de 19 conservées (bains d'alodine, d'Oakite et d'Ardrox)  <b>Volume total : 570 L</b>
725	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	Bat 4206 : 8,5 t Bat 4440 : 0,918 t AWACS Bat 4710 : 0,918 t Bat 4701 : 11 L  <b>Total sur site = 10,34 t</b>
734	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :	Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	Cuves enterrées de kérosène gasoil, FOD Bat 4403-4408 : 2*80 m <sup>3</sup> kérosène double peau + dtf1 Bât 4414 : 2 x 80 m <sup>3</sup> de kérosène double peau + dtf1 Bât 4601 : 2x30 m <sup>3</sup> de FOD double peau + dtf Bat 4502 : 30m <sup>3</sup> déch

Rubrique	AS,A,E ,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
					hydrocarbures ·Bat 4701 : 15m3 de gazole dou peau + dtf1 ·Bât 4702 : 20m3 de FOD dou peau + dtf Volume de gazole ou assimilé = 4 m3 Soit  <b>Quantité de gazole= 523,53t</b> <b>(r=850kg/m3)</b>

rubrique	AS,A,E ,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
185	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).	Équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg	La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Bat 4202 : 10,7 kg Bat 4203 : 149,7 kg Bat 4204 : 6,8 kg Bat 4206 : 14 kg Bat 4400 : 22 kg Bat 4407 : 23,8 kg Bat 4408 : 8,6 kg Bat 4410 : 9 kg Bat 4420 : 10 kg Bat 4440 : 97,6 kg Bat 4500 : 27,1 kg Bat 4501 : 6,3 kg Bat 4503 : 70 kg Bat 4504 : 34 kg Bat 4701 : 920,6 kg Bat 4704 : 28 kg Bat 4702 : 225 kg  <b>Total sur site =1662,6 kg</b>
			Cas de l'hexafluorure de soufre :	la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement	Bâtiment 4502 : 50kg Bâtiment 4440 : 100kg  <b>Total sur site : 150kg</b>
525	D	Atelier de charge d'accumulateurs	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant	supérieur à 50 kW	Bat 4200 : 9,8 kW Bat 4201 : 21,2 kW Bat 4203 : 50,0 kW Bat 4204 : 2,8 kW Bat 4220 : 3,4 kW Bat 4225 : 27,6 kW Bat 4400 : 97,7 kW Bat 4410 : 46,8 kW Bat 4414 : 2,7 kW Bat 4420 : 8,3 kW Bat 4440 : 25,2 kW Bat 4500 : 9,3 kW Bat 4501 : 90,4 kW Bat 4502 : 7,4 kW Bat 4600 : 25,5 kW Bat 4601 : 8,3 kW Bat 4701 : 383 kW Bat 4702 : 32,5 kW  <b>Total sur site : 851,9 kW</b>
575	D	Emploi de matières abrasives	La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant	supérieure à 20 kW	Bâtiment 4702 : 74 kW
940	DC	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...), si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est	supérieure à 10 kilogrammes/jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/jour	Bâtiment 4702 : 14 kg/jour

rubrique	AS,A,E D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
663	NC	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :	inférieure ou égale à 1000 m <sup>3</sup>	Bat 4220 : 10 m3 Bat 4501 : 10 m3 Bat 4600 : 380 m3 Bat 4600 : 165 m3 (*)  <b>Total = 555 m3 (&lt;1000m3)</b>
110	NC	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.	Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Inférieure à 50 kg	Bâtiment 4201 : 0,15 Kg Bâtiment 4225 : 7,4 Kg Bâtiment 4400 : 3,8 Kg Bâtiment 4440 : 4,1 Kg  <b>Volume global de produits mis oeuvre : 15,45 Kg</b>
120	NC	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition	Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Inférieur à 5 tonnes	Quantité maximale présente sur l'ensemble du site : 100 kg
422	NC	Peroxydes organiques type E ou type F	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Inférieur à 500 kg	Quantité maximale présente sur l'ensemble du site : 230 kg
734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et nappas ; kérosènes (carburants d'avion compris) : gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourds ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement	Pour les autres stockages, la quantité stockée est :	Inférieur à 50 tonnes	Cuves aériennes d'essence, gaz, FOD : Bât 4514 : 20 m3 de fioul et 5m <sup>3</sup> essence cuve aérienne double peau + ddf Bat 4225 (H6) : 1,5 m3 de FOD double peau Bât 4414 : 0,4m3 d'alcool iso propylique Bât 4601 : 0,34m3 fioul Volume de gazole ou assimilé = 21,84m3 Volume d'essence ou assimilé = 5,4m3 Soit : Quantité gazole = 18,6t (r=850kg/m3) Quantité d'essence = 4t (r=750kg/m3)  <b>Quantité totale = 22,6t</b>
560	NC	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.	La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :	Inférieure à 150 kW	Bat 4200 : 2,2 kW Bat 4400 : 1,4 kW Bat 4407 : 0,6 kW Bat 4500 : 50,7 kW Bat 4501 : 57,1 kW Bat 4600 : 0,6 kW Soit 112,6 kW

(autorisation) ou S (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (enregistrement) ou D (déclaration) ou DC (déclaration et contrôle) ou NC (non classée)  
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.



## **ARTICLE 1.2.2 SITUATION ET LIMITE DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
ROISSY-EN-FRANCE	Sections 00-AA et 00-AH : 24 – 41 – 43 - 58

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AUX DOSSIERS**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, sauf cas de force majeure, conformément aux dispositions prévues par l'article R. 512-74 du code de l'environnement.

## **CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT**

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.  
L'implantation des installations est conforme aux données du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Les zones d'effets en cas d'accident au sein des installations sont contenues dans les limites de propriété du site et, dans tous les cas, dans le périmètre d'exploitation d'Air France tel que défini dans le dossier de demande d'autorisation et ses compléments.

## **CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

### **ARTICLE 1.6.1 MODIFICATION DU CHAMP DE L'AUTORISATION**

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

### **ARTICLE 1.6.2 MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.6.3 ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 1.6.4 TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

### **ARTICLE 1.6.5 CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

### **ARTICLE 1.6.6 CESSATION D'ACTIVITÉ**

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est l'usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

## **CHAPITRE 1.7 RÉGLEMENTATION**

### **ARTICLE 1.7.1 RÉGLEMENTATION APPLICABLE**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

- Arrêté du 03/08/2018 aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110
- Arrêté du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2563 ;
- Arrêté du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté du 04/10/2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

### **ARTICLE 1.7.2 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## **TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### **ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### **CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

#### **ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### **CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

#### **ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

#### **ARTICLE 2.3.2. ÉSTHÉTIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

### **CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

#### **ARTICLE 2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

---

## TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

---

### CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à :

- Faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- Réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit :

- Prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise, notamment en réduisant les installations concernées ;
- Informer, dans les quarante-huit (48) heures l'inspection des installations classées ;
- Arrêter l'exploitation de la ou des installations associées à cet équipement, si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre (24) heures suivant le dysfonctionnement.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant établira un plan d'entretien et de maintenance de ses installations qu'il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées. Les vérifications réalisées dans ce cadre seront enregistrées dans un registre tenu également à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;



- Des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

### ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

## CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

### ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et / ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

### ARTICLE 3.2.2. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

n° de conduit	Installations raccordées	Hauteur (m)	Vitesse minimale d'éjection (m.s <sup>-1</sup> )
1 (4414)	Bancs d'essais moteurs	16,5	> 5 si débit ≤ 5000 Nm <sup>3</sup> /h > 8 si débit > 5000 Nm <sup>3</sup> /h
2 (4408)		12,3	
H1, H2, H3, H4, H6	Ateliers de réparation et d'entretien des avions	-	
Bât 4500	Traitement de surfaces sans cadmium	> 15	
Bât 4601	Groupe électrogène de 1200 kW	> 6	> 5 si débit ≤ 5000 Nm <sup>3</sup> /h > 8 si débit > 5000 Nm <sup>3</sup> /h

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les points de rejets mentionnés dans le tableau ci-dessus, avec leurs références, doivent être localisés sur un plan tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

### ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations visées à l'article 3.2.2 doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure, en période stabilisée.

#### Article 3.2.3.1. Bancs d'essais moteurs

Les rejets atmosphériques issus des bancs d'essais moteurs respectent les concentrations maximales suivantes :

Polluants	Valeurs limites d'émission en sortie de chaque conduit 1 à 2
Poussières	40 mg/m <sup>3</sup> si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h
*SO <sub>2</sub>	565 mg/m <sup>3</sup> si le flux horaire est inférieur ou égal à 25kg/h 300 mg/m <sup>3</sup> si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h
NO <sub>x</sub>	450 mg/m <sup>3</sup> si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h
COVNM	110 mg/m <sup>3</sup> si le flux horaire est supérieur à 2 kg/h
CO	250 mg/m <sup>3</sup>

\*A mesurer si le combustible utilisé a une teneur en soufre susceptible de dépasser 0,2 % en masse

L'exploitant fait procéder à un contrôle du respect des valeurs limites d'émission et des vitesses d'éjection des gaz tous les 2 ans par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement, en sortie des cheminées 1 et 2. Les résultats de ce contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant justifie des caractéristiques du combustible utilisé notamment en ce qui concerne la teneur massique en soufre ainsi que la teneur massique en cendres.

Les COVNM annexe III correspondent aux composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Les VLE fixées ci-dessus ne s'appliquent pas aux régimes transitoires de démarrage et d'arrêt des équipements. Toutefois, ces régimes transitoires sont aussi limités dans le temps que possible.

#### Article 3.2.3.2. Ateliers de réparation et d'entretien des avions (hangars de maintenance)

Conduits H1, H2, H3, H4, H6	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup> sur gaz secs
Poussières	100 mg/Nm <sup>3</sup> si le flux horaire ≤ 1 kg/h 10 mg/Nm <sup>3</sup> si le flux horaire > 1 kg/h
COVNM	110 mg/Nm <sup>3</sup> si le flux horaire total de COV dépasse 2 kg/h pour les émissions canalisées

Les COVNM annexe III correspondent aux composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.



### Article 3.2.3.3. Installations de traitement de surface sans cadmium (dégraissage)

Conduit Bât 4500	Valeur limite d'émission en mg/Nm <sup>3</sup>
Acidité totale exprimée en H	1 mg/Nm <sup>3</sup>
Alcalins, exprimés en OH	10 mg/Nm <sup>3</sup>
NO <sub>x</sub> , exprimés en NO <sub>2</sub>	500 mg/m <sup>3</sup> si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h

Pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les effluents gazeux respectent les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau selon le flux horaire figurant en annexe II de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2563 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### Article 3.2.3.4. Installations de combustion

Conduit bât 4601	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup> sur gaz secs
O <sub>2</sub>	3 % en volume
NO <sub>x</sub> , exprimés en NO <sub>2</sub>	150 mg/Nm <sup>3</sup>

## ARTICLE 3.2.4. ÉMISSIONS DE COMPOSÉS ORGANIQUES VOLATILS

Ces émissions de COV doivent être conformes aux valeurs limites imposées au 7° de l'article 27 et au 31° de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Les émissions doivent donc respecter la valeur limite de **110 mg/Nm<sup>3</sup> si le flux horaire total de COV dépasse 2 kg/h.**

Pour ce qui concerne le dégazage des réservoirs de kérosène des avions, l'exploitant procède à un contrôle de la teneur en COV émise par le réservoir le plus pénalisant pour un temps de prise d'une opération de dégazage complète. L'exploitant justifie le choix du réservoir servant de référence à ce contrôle.

Si de nouveaux types de réservoirs font l'objet d'opérations de dégazage, l'exploitant en tient compte et met à jour ce contrôle de référence.

L'exploitant réalise annuellement une estimation des émissions de COV sur la base de mesures et/ou de calculs en fonction des résultats d'analyse des émissions du réservoir le plus pénalisant, pour chaque catégorie d'appareil identifié par l'exploitant. Les résultats de cette estimation sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

A l'issue de cette estimation, l'inspection des installations classées pourra demander à l'exploitant des investigations, contrôles et/ou études complémentaires rendus nécessaires pour vérifier l'impact de ces rejets sur l'environnement.

## **TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )	Débit maximal (m <sup>3</sup> )	
		Horaire	Journalier
Réseau ADP	60000	21	250

#### **ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT**

Des disconnecteurs ainsi que des clapets anti-retour sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans le réseau d'adduction d'eau publique.

#### **ARTICLE 4.1.3. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS EN CAS DE SÉCHERESSE**

Les conditions de prélèvement d'eau prévue à l'article 4.1.1 peuvent être modifiées dans le cadre des mesures de restriction d'usage de l'eau que le Préfet peut être amené à prendre en vue de préserver la ressource en eau.

#### **ARTICLE 4.1.4. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 du présent arrêté ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

### **CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

#### **ARTICLE 4.2.1. PLAN DES RÉSEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- L'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- Les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- Les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- Les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- Les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### **ARTICLE 4.2.2. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Hormis les conduites connectées aux réservoirs enterrés, les tuyauteries véhiculant des substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

### **ARTICLE 4.2.3. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

#### **Article 4.2.3.1. Protection contre des risques spécifiques**

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

#### **Article 4.2.3.2. Isolement avec les milieux**

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et / ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

## **CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

(a) **Eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;**

(b) **Eaux industrielles :** eaux pluviales de voiries et de toiture du bâtiment usine susceptibles d'être polluées, eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction), eaux polluées par des hydrocarbures divers (égouttures d'huile, effluents huileux des bâtiments, eaux de lavage des composants moteurs de l'atelier, eau de rinçage de procédé) ;

(c) **Eaux usées domestiques :** les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine ;

(d) **Eaux résiduaires après épuration interne :** les eaux issues des installations de traitement interne au site avant rejet vers le réseau d'assainissement ADP.

### **ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la ou les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### **ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Les séparateurs à hydrocarbures doivent être dimensionnés conformément aux prescriptions de la norme NF 858-2 et doivent garantir 5 mg/l d'hydrocarbures en sortie.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

#### ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

Les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures doivent être nettoyés par une société habilitée aussi souvent que nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement des obturateurs. La société habilitée doit fournir la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage de ces dispositifs ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

#### ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté CR46	
<b>CR46</b>	Exutoire global des eaux pluviales
Nature des effluents	(a)
Débit maximal instantané	-
Débit maximal horaire	-
Exutoire avant rejet	-
Traitements avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures, décantation, Traitement biologique par massif filtrant
Milieu naturel récepteur	Bassin des Renardières

Point de rejet codifié par le présent arrêté RU09	
<b>RU09</b>	Partie Ouest de la zone entretien
Nature des effluents	(a) + (b) + (c) + (d)
Débit maximal instantané	-
Débit maximal horaire	9375 litres/h
Exutoire avant rejet	-
Traitement avant rejet	Réseau d'assainissement ADP
Conditions de raccordement	Convention de rejet des effluents AIR FRANCE/ADP du 10 juin 2016

Point de rejet codifié par le présent arrêté 4710	
<b>4710</b>	Sortie station 4710
Nature des effluents	(c)
Débit maximal instantané	-
Débit maximal horaire	2083 litres/h
Exutoire avant rejet	Bassin de rétention B1
Traitement avant rejet	Traitement biologique par boues activées (en milieu aérobie)
	Réseau d'assainissement ADP
Conditions de raccordement	Convention de rejet des effluents AIR FRANCE/ADP du 10 juin 2016

Point de rejet codifié par le présent arrêté 4505	
<b>4505</b>	Sortie Station 4505
Nature des effluents	(b) + (d)
Débit maximal instantané	-
Débit maximal horaire	4166 litres/h
Exutoire avant rejet	-
Traitement avant rejet	Traitement biologique par boues activées (en milieu aérobie)
Conditions de raccordement	Convention de rejet des effluents AIR FRANCE/ADP du 10 juin 2016

La cartographie des points de rejets des effluents aqueux est incluse dans l'étude d'impact du dossier d'autorisation.



## **ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET**

### **Article 4.3.6.1. Conception**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention est passée avec le service de l'État compétent.

### **Article 4.3.6.2. Aménagement**

#### **4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### **4.3.6.2.2 Section de mesure**

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

### **Article 4.3.6.3. Équipements**

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 heures.

## **ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS**

Les effluents rejetés doivent être exempts de :

- Matières flottantes ;
- Produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- Tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température :  $< 30^{\circ}\text{C}$  ou à la température du milieu si elle est supérieure à  $30^{\circ}\text{C}$  sans toutefois être supérieure à  $40^{\circ}\text{C}$  ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 pour les effluents industriels et les eaux pluviales ;

## **ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT**

Les réseaux de collecte, tel que décrit dans le cadre de l'étude d'impact du dossier d'autorisation, sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

En cas d'incendie ou d'accident, les eaux d'extinction incendie sont confinées conformément à la procédure décrite dans l'étude de danger du dossier d'autorisation, notamment le schéma de confinement des eaux d'extinction.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à deux bassins de confinement étanches aux produits collectés, présentant une capacité suffisante sans être inférieure à  $560 \text{ m}^3$ .

#### ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement d'ADP considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètres RU09 Débit max 300 m <sup>3</sup> /j	Concentration (mg/l)	Flux Kg en 24h	Périodicité du contrôle
MES	600	144	Trimestrielle
DCO	2 000	480	Trimestrielle
DBO <sub>5</sub>	800	192	Annuelle
Azote global	150	36	Annuelle
Phosphore	50	12	Annuelle
Hydrocarbure	10	3	Trimestrielle
Indice phénols	0.3	0.07	Annuelle
Chrome VI	0.05	0.01	Annuelle
Chrome total	0.25	0.06	Annuelle
Cadmium	0.1	0.02	Annuelle
Nickel	0.25	0.06	Annuelle
Cuivre	0.25	0.06	Trimestrielle
Zinc	1	0.24	Annuelle
Fer + Aluminium	2.5	0.6	Trimestrielle
Métaux totaux	10	2.4	Annuelle

Paramètres 4710 Débit max 50m <sup>3</sup> /j	Concentration (mg/l)	Flux Kg en 24h	Périodicité du contrôle
MES	600	20	Hebdomadaire
DCO	2 000	60	Hebdomadaire
DBO <sub>5</sub>	800	20	Trimestrielle
Azote global	150	6	Trimestrielle
Phosphore	50	2	Annuelle
Hydrocarbure	10	0.4	Hebdomadaire
Indice phénols	0.3	0.012	Trimestrielle
Chrome VI	0.05	0.04	Annuelle
Chrome total	0.25	0.02	Annuelle
Cadmium	0.1	0.004	Trimestrielle
Nickel	0.25	0.02	Annuelle
Cuivre	0.25	0.02	Annuelle
Zinc	1	0.08	Trimestrielle
Fer + Aluminium	2.5	0.2	Hebdomadaire
Métaux totaux	10	0.4	Trimestrielle

Paramètres 4505 Débit max 100 m³/j	Concentration (mg/l)	Flux en g en 24h	Périodicité du contrôle
MES	600	2 400	Semestrielle
DCO	2 000	12 000	Semestrielle
DBO5	800	-	Semestrielle
Hydrocarbures	10	400	Trimestrielle
Fluor et ses composées (f)	15	1 200	Annuelle
Nitrites	-	80	-
Cyanures	-	8	-
Phosphore	50	8	Annuelle
Chrome VI	-	8	-
Chrome III	-	240	-
Nickel	-	160	-
Cuivre	-	80	-
Zinc	2	160	Trimestrielle
Fer	5	160	Trimestrielle
Aluminium	5	400	Trimestrielle
Métaux totaux	-	800	-
Azote Global	150	-	Semestrielle
Indice Phénols	0,3	-	Trimestrielle

#### ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Les rejets respecteront les valeurs limites en concentration suivantes :

Paramètres CR46	Concentration (mg/l)	Flux en g en 24h	Fréquence
MEST	50	-	Annuelle
DCO	125		
DBO5	30		
Azote global (NGL)	30		
Phosphore total (P)	10		
Indice Phénols	0.1		
Hydrocarbures totaux (Hc)	1		
Zinc	-	-	Trimestrielle

#### ARTICLE 4.3.11. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

AIR FRANCE INDUSTRIES s'assure qu'une surveillance des eaux souterraines est réalisée sur la totalité du site, sur un réseau de 2 piézomètres, pour les paramètres suivants :

- DCO
- DBO5
- Hydrocarbures totaux
- COHV
- Glycol.

Les campagnes de mesures sont réalisées annuellement, en période de hautes et basses eaux, et transmises à l'inspection des installations classées.



---

## **TITRE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **CHAPITRE 5.1 GÉNÉRALITÉS**

#### **ARTICLE 5.1.1. LOCALISATION DES RISQUES**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

#### **ARTICLE 5.1.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

#### **ARTICLE 5.1.3. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **ARTICLE 5.1.4. CONTRÔLE DES ACCÈS**

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Une surveillance est assurée en permanence.

L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer par le gardien, ainsi que son rôle en situation de crise. L'exploitant prend toutes dispositions pour s'assurer de la connaissance par les gardiens de ces consignes et de leur capacité à les mettre en œuvre.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir en moins d'une heure sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

Une procédure définit la liste des contrôles à effectuer sur les véhicules pénétrant sur le site ainsi que les procédures de sécurités à respecter par les chauffeurs.

#### **ARTICLE 5.1.5. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

#### **ARTICLE 5.1.6. ÉTUDE DE DANGERS**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

## CHAPITRE 5.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Les dispositions des articles 5.2.1 et 5.2.2 suivants ne sont pas applicables aux « installations existantes » au sens de l'arrêté ministériel du 04/06/04 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930. Elles sont applicables aux installations autorisées ou déclarées postérieurement à la date du 20 novembre 2004.

### ARTICLE 5.2.1. COMPORTEMENT AU FEU

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence. La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée ou devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis à vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

#### Article 5.2.1.1. Comportement au feu des locaux

##### Réaction au feu :

Les locaux abritant l'installation doivent présenter la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustibilité). Les sols des aires et locaux de stockage doivent être incombustibles (classe A1).

##### Résistance au feu :

Les bâtiments abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :

- murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures),

- planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures),

- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).

R : capacité portante

E : étanchéité au feu

I : isolation thermique.

Les classifications sont exprimées en minutes (120 : 2 heures). Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.

Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles. Les parois séparatives doivent dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture doit être recouverte d'une bande de protection incombustible de classe A1 sur une largeur minimale de 5 mètres, de part et d'autre des parois séparatives. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### Toitures et couvertures de toitures :

Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).

### **Article 5.2.1.2. Dispositions constructives des bancs d'essais réacteurs**

Les 3 entités des (Préparation, Essais, Tertiaire) des bâtiments d'essais moteurs sont séparés par des murs REI 120. La structure des bâtiments sont stable au feu 1 heure.

Les dispositions constructives des bâtiments des bancs d'essais réacteurs sont a minima :

Eléments de construction	Stabilité au feu requise
Mur extérieur porteur plus d'un niveau	2 heures
Mur extérieur porteur si simple rez-de-chaussée	1 heure
Mur intérieur porteur plus d'un niveau	2 heures
Mur intérieur simple rez-de-chaussée	1 heure
Colonne et poutre si plus d'un niveau	2 heures
Colonne et poutre si simple rez-de-chaussée	1 heure
Assemblage plancher-paroi	1 heure

## **ARTICLE 5.2.2. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS**

### **Article 5.2.2.1. Accessibilité**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation

### **Article 5.2.2.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation**

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15%, dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée, la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum, chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie, aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles définies ci-après et la voie engin.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité .

### **Article 5.2.2.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site**

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

### **Article 5.2.2.4. Mise en station des échelles**

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au 5.2.2.2.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée.

La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10%, dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de

$S = 15/R$  mètres est ajoutée, aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie, la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment, la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.

Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.

Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètres et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément réparables de l'extérieur par les services de secours

#### **Article 5.2.2.5. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins**

A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

### **ARTICLE 5.2.3. DESENFUMAGE**

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol des locaux.

#### **Article 5.2.3.1. Amenés d'air frais**

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur

### **ARTICLE 5.2.4. DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS**

#### **Article 5.2.4.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles**

Dans les zones où des atmosphères explosibles peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives, peuvent se présenter doivent être sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques

#### **Article 5.2.4.2. Installations électriques**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. 98 La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

A proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à

l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'une ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Les justificatifs permettant d'attester du respect du présent article sont joints au dossier mentionné à l'article 2.6.

#### **Article 5.2.4.3. Ventilation des locaux**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère.

#### **Article 5.2.4.4. Systèmes de détection et extinction automatiques**

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 5.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

#### **Article 5.2.4.5. Protection contre la foudre**

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Pour les installations dont le 1er arrêté d'autorisation est antérieur au 24 août 2008 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.



Pour les installations dont le 1<sup>er</sup> arrêté d'autorisation est postérieur au 24 août 2008 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.

#### **Article 5.2.4.6. Séismes**

Les installations présentant un risque important pour l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel en vigueur.

### **ARTICLE 5.2.5. DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **Article 5.2.5.1. Organisation de l'établissement**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 5.2.5.2. Rétentions et confinement**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Les produits récupérés en cas

d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs.

Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en oeuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...)

#### **Article 5.2.5.3. Réservoirs**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède. Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

#### **Article 5.2.5.4. Règles de gestion des stockages en rétention**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### **Article 5.2.5.5. Stockage sur les lieux d'emploi**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **Article 5.2.5.6. Transports -Chargements -Déchargements**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).



En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

#### **Article 5.2.5.7. *Elimination des substances ou mélanges dangereux***

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

### **ARTICLE 5.2.6. DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

#### **Article 5.2.6.1. *Surveillance de l'installation***

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

#### **Article 5.2.6.2. *Travaux***

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

#### **Article 5.2.6.3. *Contenu du permis d'intervention, de feu***

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

#### **Article 5.2.6.4. Vérification périodique et maintenance des équipements**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

#### **Article 5.2.6.5. Consignes d'exploitation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 4,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### **Article 5.2.6.6. Interdiction de feu**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

#### **Article 5.2.6.7. Formation du personnel**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Le personnel est formé à la sécurité incendie selon les fréquences définies conformément à la réglementation applicable au titre du code du travail.

## **ARTICLE 5.2.7. MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES**

### **Article 5.2.7.1. Liste des mesures de maîtrise des risques**

L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées dans le cadre de l'étude de danger (dernière version datant de décembre 2015), et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

### **Article 5.2.7.2. Gestion des anomalies et des défaillances**

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant. Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées ;
- être hiérarchisées et analysées ;
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées. Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur la période écoulée. Sont transmis à l'inspection des installations classées avant le 1er du mois d'avril de chaque année :

- les enseignements généraux tirés de cette analyse et les orientations retenues ;
- la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.

### **Article 5.2.7.3. Domaine de fonctionnement sur les procédés**

L'exploitant établit, sous sa responsabilité, les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations.

Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr.

Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

### **Article 5.2.7.4. Dispositif de conduite**

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Le dispositif de conduite des unités est centralisé en salle de contrôle.

Sans préjudice de la protection de personnes, les salles de contrôle des unités sont protégées contre les effets des accidents survenant dans leur environnement proche, en vue de permettre la mise en sécurité des installations.

#### **Article 5.2.7.5. Surveillance et détection des zones de dangers**

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarmes sonores et visuelles destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger sur plusieurs points de détection.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne désignée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

#### **- Détecteurs incendie et extinction automatique incendie**

Dans l'ensemble des locaux à risques identifiés et recensés conformément au 5.1.1, un système de détection incendie et un système d'extinction automatique asservi à la détection incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant, dans l'exploitation des hangars, des stockages et bâtiments d'essais réacteurs, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

#### **- Détecteurs gaz**

Dans les bâtiments à risques identifiés et recensés conformément au 5.1.1, un système de détection automatique gaz conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant, dans l'exploitation des installations respecte, les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

#### **Article 5.2.7.6. Alimentation électrique**

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale. Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

#### **Article 5.2.7.7. Utilités destinées à l'exploitation des installations**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

### **ARTICLE 5.2.8. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORAGNISATION DES SECOURS**

#### **Article 5.2.8.1. Définition générale des moyens**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers. L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques

#### **Article 5.2.8.2. Entretien des moyens d'intervention**

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robinetts d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle

#### **Article 5.2.8.3. Protection individuelle du personnel d'intervention**

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance susceptible d'intervenir en cas de sinistre,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles. Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

#### **Article 5.2.8.4. Dimensionnement des moyens**

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre tel que défini dans l'étude de danger (dernière version E daté de décembre 2015), et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau suffisante constituée a minima de 4000 m<sup>3</sup>,
- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel ;
- une pomperie incendie capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 120 m<sup>3</sup>/h avec une pression en sortie de 1 bar minimum ;
- des prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.
- des réserves en émulseur de capacité suffisante et adapté aux produits présents sur le site. L'exploitant doit pour justifier que ces réserves sont suffisantes.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie ;
- d'un système de détection automatique d'incendie ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- des colonnes sèches ;
- des colonnes en charge ;

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

Les bâtiments d'essais réacteurs sont protégés par des systèmes d'extinction automatique d'incendie conçus selon la norme NFPA 13 ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente que l'exploitant doit justifier. Les locaux informatiques et les locaux des données d'essais sont protégés par un système d'extinction automatique à gaz (neutre) conforme aux règles APSAD en vigueur.

Trois poteaux incendie assurant un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h sont installés à moins de 100 m des bâtiments banc d'essais réacteurs. L'exploitant doit pouvoir justifier de la disponibilité de ces poteaux.



---

## **TITRE 6 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES**

---

Les prescriptions du présent titre, spécifiques à certaines activités, sont applicables en plus des dispositions générales figurant aux titres précédents.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à autorisation et à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à autorisation et enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

### **CHAPITRE 6.1 ATELIERS DE RÉPARATION ET D'ENTRETIEN D'AVIONS (RUBRIQUE 2930)**

Le présent chapitre concerne les hangars d'entretien avions H1, H2, H3, H4 et H6 répertoriés sur le plan annexé au présent arrêté.

#### **ARTICLE 6.1.1. IMPLANTATION**

L'installation est implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété ou de locaux occupés ou habités par des tiers.

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.

#### **ARTICLE 6.1.2. COMPORTEMENT AU FEU DES BÂTIMENTS**

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- a) Murs et planchers hauts REI 600 (coupe-feu de degré 1 heure) ;
- b) En ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux M0 et l'isolant thermique, s'il existe, est réalisé en matériaux M0 ou M1 de pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit satisfaire la classe et l'indice T 30/1 ;
- c) Portes intérieures coupe-feu de degré une demi-heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- d) Porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure ;
- e) Matériaux de classe M0 (hors toiture).

Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les installations stockant des matériaux ou des produits inflammables, d'une part, et les bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou les lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation, d'autre part, sont séparés :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;
- soit par un mur coupe-feu de degré deux heures, dépassant d'au moins un mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré une heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanternes en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

#### **ARTICLE 6.1.3. EXPLOITATION**

Le sol des aires de travail est étanche et incombustible.



Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien dans l'atelier de matières dangereuses ou combustibles des seules quantités nécessaires au fonctionnement de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits.

L'atelier sera divisé soit en postes de travail spécialisés soit en postes de travail multifonctions.

Chaque poste de travail sera aménagé pour ne recevoir qu'un avion à la fois.

Les distances entre postes de travail seront suffisantes pour assurer un isolement des avions propre à prévenir la propagation d'un incendie d'un avion à l'autre.

Les opérations de soudage ne pourront avoir lieu que sur des postes de travail aménagés à cet effet et dans des conditions définies par des consignes internes.

## **CHAPITRE 6.2 PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS SOUMISES À DÉCLARATION**

Les activités soumises à déclaration dans les conditions de l'article 1.1.3 ci-avant, respectent les prescriptions des arrêtés suivants, dès lors que ces prescriptions ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

### **ARTICLE 6.2.1. ATELIERS DE TRAITEMENT DE SURFACE (RUBRIQUE 2565)**

Arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565 : Métaux et matières plastiques (traitement des) pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc., par voie électrolytique, chimique, ou par emploi de liquides halogénés

### **ARTICLE 6.2.2. STOCKAGE ET EMPLOI D'OXYGENE (RUBRIQUE 4725)**

Arrêté du 10/03/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725

### **ARTICLE 6.2.3. INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE CARBURANT (RUBRIQUE 4734)**

Arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511

Arrêté du 20/04/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511

### **ARTICLE 6.2.4. ÉQUIPEMENTS FRIGORIFIQUES / EMPLOI ET STOCKAGE L'HEXAFLUORURE DE SOUFRE (RUBRIQUE 1185)**

Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185

### **ARTICLE 6.2.5. ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS (RUBRIQUE 2925)**

Arrêté du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs)

### **ARTICLE 6.2.6. EMPLOI DE MATIÈRES ABRASIVES (RUBRIQUE 2575)**

Arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575

**ARTICLE 6.2.7. APPLICATION, CUISSON, SÉCHAGE DE VERNIS, PEINTURE, APPRÊT, COLLE, ENDUIT (RUBRIQUE 2940)**

Arrêté du 02/05/02 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940, à l'exception de l'article 2.4 de l'annexe 1 de l'arrêté du 2 mai 2002 prévoyant la mise en place de portes pare flammes de degré une demi-heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant la fermeture automatique.

**CHAPITRE 6.3 CONTRÔLES PÉRIODIQUES**

Équipements	Périodicité
Ensemble des installations électriques	annuelle
Dispositif de protection contre la foudre	annuelle
Moyens de secours et de lutte contre l'incendie	6 mois
Signaux de sécurité (lumineux ou acoustiques)	6 mois
Dispositif de désenfumage	6 mois
Système d'extinction automatique à eau de type sprinklage	6 mois
Surveillance des niveaux sonores	tous les 3 ans
Portes et portails automatiques	6 mois
Atelier de traitement de surface	annuelle
Chariots automoteurs	6 mois
Chaudière	selon référentiel technique des équipements

### **ARTICLE 6.3.1. DOCUMENTS À TENIR À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **TITRE 7 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ - EXÉCUTION**

### **ARTICLE 7.1.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré soit directement au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE soit au travers de l'application <https://www.telerecours.fr/> :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de 4 mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
  - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
  - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

### **ARTICLE 7.1.2. PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

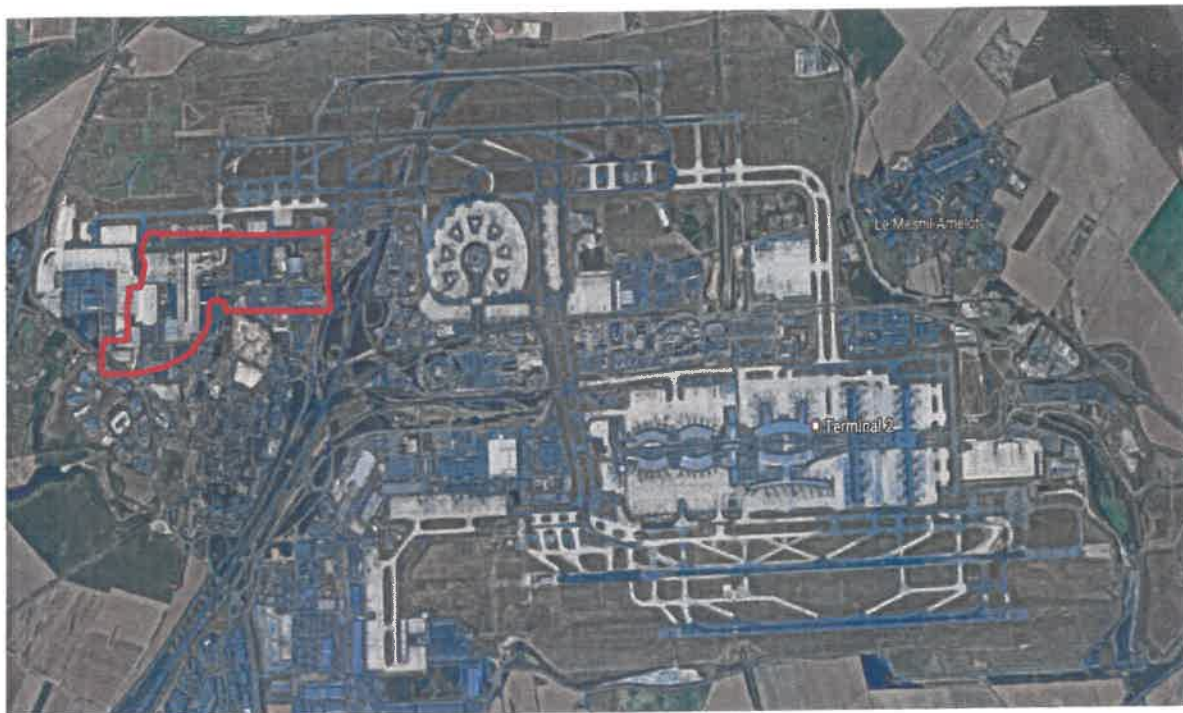
- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de ROISSY-EN-FRANCE et peut y être consultée ;
- un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de ROISSY-EN-FRANCE ;
- une copie du présent arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal concerné par la zone d'étude, à savoir : ROISSY-EN-FRANCE – GOUSSAINVILLE – LE THILLAY – GONESSE – CHENNEVIERES-LES-LOUVRES – VAUDHERLAND – EPIAIS-LES-LOUVRES – LOUVRES – TREMBLAY-EN-FRANCE – MAUREGARD.
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val d'Oise pendant une durée minimale d'un mois.

### **ARTICLE 7.1.3. EXÉCUTION**

Le Secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise, le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement, de et de l'énergie d'Ile-de-France, le Directeur de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, et le Maire de ROISSY-EN-FRANCE sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## Annexe 1

### Plan de situation de l'établissement



## Annexe 2

### Plan de masse

